

Editorial

Dans l'opacité la plus totale les choses semblent évoluer du côté du ministère en ce qui concerne l'intégration. C'est par la rumeur, de nouveau, que le SNESUP a appris le changement de stratégie (lire ci contre). Alors que la formation des enseignants est de nouveau amputée avec la mise en stage filé des PE2, que le socle des fondamentaux démontre le peu d'ambition que le gouvernement a pour l'éducation, l'intégration des IUFM doit conduire à assurer la qualité de la formation des enseignants en la liant plus fortement à la recherche. C'est un enjeu essentiel. Le SNESUP doit engager toutes ses forces pour assurer la réussite de l'intégration et permettre ainsi un nouveau souffle pour l'école.

Michèle Gabert

Sommaire :

* intégration

* stage PE2

* journée nationale des IUFM

L'intégration en marche ?

La loi sur l'école a prévu l'intégration des IUFM à l'université dans un délai de 3 ans, c'est-à-dire avant avril 2008. Pour des raisons institutionnelles, la bascule à l'université doit se faire un premier janvier. Il ne reste donc que le 1^{er} janvier 2007 et le 1^{er} janvier 2008 pour intégrer tous les IUFM dans l'université.

La stratégie décidée par l'actuel ministre, proche de celle de l'escargot, ne permettra pas de tenir ces délais. Le cabinet et la DES ont donc mis en place une nouvelle méthode en désignant des IUFM pilotes qui affronteront les difficultés réelles.

Les conseillers d'établissement sont donc chargés de dresser une liste de 4 à 5 IUFM représentatifs des difficultés que va poser l'intégration : problèmes de personnels, budgétaires, patrimoniaux, d'organisation des services (documentation, informatique...)

L'échéance se rapproche donc. Le SNESUP doit s'engager pleinement dans le processus qui doit se dérouler dans la transparence la plus totale.

L'intégration à l'université doit permettre de réaliser l'ambition que nous partageons pour la formation des enseignants

Ne laissons pas les directeurs d'IUFM, les recteurs et les présidents d'universités décider seuls de l'intégration.

Les syndiqués SNESUP doivent revendiquer la création d'une commission de suivi dans chaque IUFM.

Des contacts avec les syndiqués des universités doivent être pris sans tarder.

Agissons pour réussir l'intégration

Stages PE2

Une nouvelle amputation de la formation

Pour régler le problème des décharges des directeurs d'école, le ministère a trouvé la solution : mettre les PE2 sur ces décharges chaque semaine. Cette mesure augmente de fait le temps de stage.

Le SNESUP s'oppose à cette utilisation des PE comme moyen de remplacement. Il demande que les PE2 soient encadrés par des IPEMF et des formateurs de l'IUFM pour préparer, accompagner et analyser les pratiques de ces journées.

Quel avenir pour les IUFM ? Quelle action syndicale ?

Journée de bilan et de réflexion - Mercredi 17 mai-Paris

Le SNESUP se positionne clairement pour une intégration conditionnelle dans l'université avec une forte autonomie. Comme fdm n° 35 « spécial cahier des charges » le démontre, de nombreux scénarii peuvent être écrits et les formateurs peuvent agir collectivement pour être entendus.

Des choix ministériels régressifs

Toutes les informations (issues de réunions récentes avec la ministre, ses conseillers, les directeurs d'IUFM, les présidents d'universités ainsi que le contenu du cahier des charges des formations, le socle, les stages PE2...) convergent pour faire craindre des choix ministériels régressifs : juxtaposition de prise de classe en responsabilité (terrain) et de saupoudrages théoriques (université) sans place pour une analyse réflexive et disparition du mémoire professionnel.

Le statu quo est impossible

Il ne reste donc qu'une solution : pousser à une intégration conforme aux objectifs d'une formation des enseignants de qualité, nourrit des apports de la recherche, mise en œuvre par des équipes pluri-catégorielles de formateurs dont les conditions de travail doivent être améliorées.

Quels problèmes ?

Si ces analyses sont claires pour le SNESUP, les tergiversations des ministres successifs et une campagne récurrente de démolition des IUFM entravent la mobilisation des collègues, situation très préjudiciable dans cette période cruciale.

Il est donc urgent d'analyser ensemble la situation

* Les collègues sont-ils bien informés des enjeux de l'intégration ?

* Les collègues sont-ils informés de la montée de l'autoritarisme, dans les IUFM comme dans l'ensemble de l'éducation nationale ?

* Comment faire connaître les positions syndicales aux collègues non syndiqués ?

Quelles actions ?

* *Se faire entendre collectivement* pour que le « Cahier des charges formations » et le « Référentiels de compétences des enseignants en fin de formation » soient conformes à nos attentes et enfin publiés.

* *Conduire localement le processus d'intégration* dans la plus grande clarté et la plus grande démocratie, notamment en acceptant la mise en place de la « Commission de suivi de l'intégration » réclamée par le Snesup et tous les syndicats de la FSU concernés.

* *Agir de façon concertée* pour défendre une formation de qualité et lutter contre l'arbitraire pédagogique.

Une forte mobilisation des IUFM est nécessaire pour que le ministre entende le mécontentement des formateurs face à la situation actuelle et prenne en compte les propositions syndicales.

Des contacts doivent être noués partout avec les sections Snesup des universités proches pour préparer au mieux l'intégration.

Le SNESUP propose une journée de réflexions/propositions et invite chaque IUFM à désigner un représentant par site pour participer à cette journée.

Pour travailler ensemble sur toutes ces questions, échanger sur les problèmes spécifiques de chaque centre, envoyez un (des) délégué(s) à Paris le 17 mai.